

## Longwy

### Des dizaines de manifestants devant le centre des finances publiques

Lundi matin, durant quatre heures, plusieurs dizaines de représentants de l'intersyndicale Finances publiques de Meurthe-et-Moselle, d'élus, de représentants de municipalités et d'agents de Longwy ont manifesté devant le centre des impôts longovicien. Ils dénoncent une « dégradation du service public ».



« Manque d'emplois », « conditions de travail très dégradées », « dégradation du service public », etc. : l'intersyndicale tira la sonnette d'alarme. Photo RL

Ce lundi 10 janvier, de 10 h à 14 h, les membres de l'intersyndicale des Finances publiques de Meurthe-et-Moselle (CGT, FO, Solidaires et CFDT) ont débrayé devant le centre des impôts de Longwy.

Les raisons : les suppressions d'emplois au niveau national, soit 18 000 postes sur dix ans, et local ; les fermetures de centres, qui « pourraient concerner Longwy » ; la dématérialisation et le recours au tout numérique « qui écartent les plus précaires, les personnes âgées ou celles qui ne sont pas à l'aise » ; la baisse de qualité du service rendu en raison « des lignes téléphoniques saturées à cause de la fermeture des guichets ou des applications informatiques défailtantes », etc.

## « Un plan social déguisé »

« Ici, on a été plus de 50 employés à une époque. Aujourd'hui, il y a une trentaine de postes sur le papier, mais une vingtaine réellement. Il y a un manque criant d'effectifs avec des arrêts de longue maladie ou des difficultés à pourvoir les postes. Ce qui engendre une surcharge de travail. Dans ce contexte, on a vu arriver plus de 3 000 frontaliers pour la convention fiscale franco luxembourgeoise. Il faut ajouter aussi qu'on n'accepte plus, depuis le 1er janvier, de numéraire. Du coup, les gens vont payer dans les bureaux de tabac », expliquent Franck Stocker (CGT), Patrick Duhem (Solidaires), Estelle Constantino (CFDT) et Alexis Tschems (FO).

Qui rappellent que ce lundi « la décision de supprimer dix postes supplémentaires en Meurthe-et-Moselle est prise. C'est un véritable plan social déguisé, à une époque où l'État n'arrête pas de vanter les mérites des services publics, et à juste titre. Dans la réalité, il les détériore. Il faut qu'en haut, ils se rendent compte de la situation d'ici. »

## Les élus mobilisés

Une trentaine de personnes étaient présentes en continu devant le centre, rejointes par les agents longoviciens, mais aussi des élus et représentants de municipalités du secteur : Longlaville, Saulnes, etc.

La municipalité de Longwy a par la voix de son maire Jean-Marc Fournel écrit au préfet. Dans la lettre, il explique qu'« ici, on a cinq postes vacants et six agents en longue maladie. L'audit réalisé suite au décès tragique d'un employé (suicide N.D.L.R.) a constaté cet état de fait. Aucune amélioration notable n'a été observée depuis. Les ouvertures ne se font plus que sur quatre demi-journées par semaine en matinée. C'est inadapté au contexte local. Il y a une dégradation constante de la qualité du service rendu. »

Sylvie Balon, adjointe à la proximité, a rappelé lors du débrayage que « nous sommes ici dans un quartier prioritaire, et à deux pas du Luxembourg. On se doit d'avoir un centre de qualité. »

## **Le député aussi**

Même le député Xavier Paluszkiwicz, pourtant LREM (Emmanuel Macron), s'est rendu sur place.

« Je viens pour la première fois et pour me rendre compte du manque de moyens. On me dit que les locaux sont dans un état lamentable, qu'il faut qu'ils pleurent pour obtenir le remplacement d'une lampe, qu'il n'y a pas assez de personnel, que les gens sont fatigués. Les répartitions budgétaires se font donc une fois de plus au détriment de Longwy. J'ai interpellé le directeur départemental des Finances publiques. »

S.B. 10/01/2022 16h21